

Nouvelles sahraouies

N° 195 | juin 2025

paraît 4 fois par an – ISSN 1016-7730



La délégation suisse et les représentants sahraouis.

Photo SP

S O M M A I R E

Edito
Hommage à E. Peltier 2

Commerce d'armes
entre le Maroc et Israël 3-4

Destructions dans les territoires
occupés 5

Délégation parlementaire
dans les camps 6-12

La Marche Mondiale
des Femmes 13

Ivry-Maroc : marche pour
les prisonniers politiques
sahraouis 14-15

PARLEMENTAIRES SUISSES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOUI

COMITÉ SUISSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
VAUROY 2 – 2022 BEVAIX

E-MAIL: CONTACT@SAHRAOUI.CH – C.C.P. 12-6818-7
Comité de soutien au peuple sahraoui – 1211 Genève 8

*Chères lectrices et chers lecteurs,
Actuellement des débats ont lieu au parlement suisse concernant la vente d'armes à l'étranger, et la volonté de permettre la revente de ces armes. Nous vous proposons un exemple un peu similaire dans notre bulletin : Israël vend des armes, notamment à l'armée marocaine, pour les utiliser contre les Sahraouis. Il s'agit de drones qui font des victimes, surtout parmi les civils des pays limitrophes qui nomadisent, notamment dans les territoires libérés du Sahara Occidental. Ces deux dernières années, 171 personnes ont été retrouvées mortes, parfois déchiquetées par ces engins.
Malgré notre inquiétude sur le présent et l'avenir, que l'été qui s'annonce nous donne le temps, à toutes et tous, de penser et d'agir pour un monde plus humain. Nous serons heureux et heureuses de vous retrouver fin septembre.*

HOMMAGE À ELISABETH PELTIER

« Le peuple sahraoui m'a appris ce que signifie la dignité dans l'adversité »

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès d'Elizabeth Peltier : une amie française, fidèle soutien du peuple sahraoui, militante infatigable pour la justice, voix courageuse parmi celles qui défendent les oubliés du monde.

Pendant plus de vingt ans, Elizabeth a été une présence précieuse et constante aux côtés des réfugiés sahraouis dans les campements de Tindouf. Elle y a apporté bien plus qu'une aide humanitaire : elle a offert son cœur, sa solidarité inébranlable et une écoute sincère. Grâce à elle, de nombreuses familles ont reçu non seulement un soutien matériel, mais aussi une certitude essentielle : celle de ne pas être seules. Par son engagement sans relâche, elle a su mobiliser la société civile – notamment en France – pour faire entendre la voix du peuple sahraoui. Avec clarté et humanité, elle a éveillé des consciences, encouragé des solidarités nouvelles et plaidé



Elizabeth Peltier et ses amies sahraouies.

Photo SP

inlassablement pour un soutien international à un peuple privé de ses droits fondamentaux. Son livre « Malgré tout, Dakhla existe » reste un témoignage poignant et essentiel. À travers ses écrits, Elizabeth a donné une voix à ceux qu'elle considérait comme sa propre famille, dénonçant l'injustice avec lucidité, affirmant la dignité sahraouie avec une force rare. Elizabeth n'était pas sahraouie de naissance, mais elle l'était de

cœur. Elle incarnait l'esprit de résistance, la dignité, et l'amour profond pour notre peuple. Elle était l'une des nôtres. Aujourd'hui, alors que nous pleurons sa disparition, nous voulons lui rendre hommage avec gratitude, respect et émotion. Son souvenir vivra dans nos mémoires, dans nos cœurs, et dans chaque pas que nous continuerons à faire vers la liberté, inspirés par son exemple.

LE MAROC COMMERCE AVEC ISRAËL POUR OBTENIR DES ARMES UTILES DANS LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL



Journal La Croix, un campement de nomades au Sahara occidental, en mai 2024. L'armée marocaine utilise des drones pour détruire les équipements des nomades et forcer leur départ du territoire.
Photo Jean-Baptiste François

Dans le contexte international insensé et douloureux où nous vivons, des nouvelles nous arrivent régulièrement de la bande de Gaza, dénombrant des milliers de personnes tuées, dont de très nombreux enfants qui vivent une famine quotidienne.

Nous n'allons pas refaire ici l'histoire de ce conflit terriblement meurtrier qui se poursuit depuis environ un an et demi. Or, aujourd'hui, il ne nous est

pas possible de nous taire devant le cynisme coupable de certains Etats dont le Maroc qui avec le Bahrein et les Emirats Arabes Unis notamment (trois pays signataires des Accords d'Abraham) ont importé pour près de 2 milliards d'armements israéliens en 2024 (globalement, Israël a exporté cette année-là pour 14,7 milliards de dollars d'armements). Cette somme semble être un record pour cet Etat. Le cynisme n'a

pas de limite quand Israël ose affirmer : « Les résultats opérationnels dans la guerre à Gaza ont stimulé la demande ».

Alors que le désaveu sur Israël tend à se généraliser, Rabat poursuit sa course en avant et renforce sa coopération avec Israël aussi bien dans l'achat d'armes dont nous avons déjà parlé que dans les exercices militaires conjoints.

La Brigade israélienne Golani est arrivée au Maroc en mai :

colère du peuple marocain ! Pour les exercices militaires « African 2025 » cette Brigade n'était pas vraiment la bienvenue au Maroc. A son arrivée, elle a suscité une vague de colère dans le pays. Certes, il s'agit de la présence militaire d'une puissance étrangère ; mais l'obstacle vient surtout du fait que cette unité est accusée de crime de guerre à Gaza, dont l'assassinat de 15 ambulanciers, travailleurs de l'ONU et secouristes dans la ville de Rafah, au sud de Gaza. Ces crimes ont créé une colère généralisée de beaucoup de citoyens et citoyennes marocains. Les spécialistes remarquent que le Maroc s'aligne de plus en plus sur les intérêts israéliens et américains dans les domaines militaires du renseignement et de la surveillance. Le renforcement de l'alliance

du régime marocain avec Israël n'apparaît ainsi pas seulement comme un changement de politique étrangère mais comme une rupture du contrat qui lie encore la monarchie à une certaine partie de la société.

Des observateurs considèrent qu'il ne faudrait pas beaucoup plus de frustration pour que certains marocains et marocaines s'engagent dans une opposition au gouvernement beaucoup plus forte.

Le Sahara occidental demeure un enjeu dans un tel contexte pour renforcer sa position au Sahara occidental qu'il occupe illégalement, le Maroc s'intéresse spécialement à l'expertise militaire qui touche particulièrement au domaine des drones et de la surveillance du désert que lui apporte Israël. Ces éléments apparaissent ici comme essentiels dans la guerre ac-

tuelle que le Maroc mène contre le Front Polisario. Cette information corrobore celle de l'Armée sahraouie concernant l'utilisation beaucoup plus importante qu'auparavant des drones- trop souvent meurtriers- par l'armée marocaine.

**Adapté
de Chronique de Palestine :
10 juin 2025
Tewfik Hamel**

Le rapport annuel sahraoui de 2024 (Sahraoui Mine Action Coordination Office (SMACO))

nous apprend que depuis que la guerre a repris en 2022 entre le Front Polisario et le Maroc, on assiste à de nouvelles formes d'attaques marocaines, avec l'utilisation de drones qui proviennent d'Israël, de Turquie et de Chine. Ces drones tuent particulièrement des civils et détruisent des infrastructures utiles aux nomades.

Le rapport se concentre sur 73 drones marocains ayant attaqué des civils de 2021 à 2023 dans les territoires libérés du Sahara occidental, à l'est du mur, ayant fait 160 victimes, mortes sous les attaques des drones utilisés par l'armée marocaine ; ces personnes étaient en voyage, circulant avec leurs troupeaux entre le Sahara occidental, l'Algérie et la Mauritanie ou parfois, ils étaient à la recherche de sites aurifères dans cette région.

Les drones et les autres armes poursuivent leur « mission meurtrière » dans le silence qui couvre le conflit du Sahara occidental et dans l'indifférence coupable d'ONG, d'Institutions internationales et d'Etats.

DESTRUCTIONS SAUVAGES DE MAISONS SAHRAOUIES SUR LA CÔTE DU SAHARA OCCIDENTAL

Ce n'est pas la première fois que le Maroc est pris d'une folie destructrice concernant les bâtiments de la population sahraouie dans les territoires occupés. Selon nos sources sahraouies, les autorités marocaines ont mené de vastes opérations d'acquisition de terre le long de la côte du Sahara occidental. Un vandalisme qui passe par des expulsions forcées et des destructions de propriétés privées construites souvent sur le bord de mer.

Huit rapports spéciaux de l'ONU dénoncent ces campagnes de répression, de discrimination raciale et de violence, organisées par le Maroc contre les défenseurs et défenseuses sahraoui.es du droit à l'autodétermination, des droits humains et contre les journalistes particulièrement visés et souvent maltraités. L'ASVDH (Association Sahraouie pour les Droits Humains) a compté 79 victimes au cours de la dernière période de destruction. Les journaux du lieu (comme ceux d'ailleurs) restent très discrets sur les brutalités qui se déroulent constamment dans cette région. Nous avons à faire à une presse marocaine dont la liberté est toute relative et qui connaît les limites qu'elle ne doit pas dépasser pour poursuivre son travail.

Alors, sur qui compter pour avoir quelques informations ?



Destruction.

Photo SP

« L'Humanité » offre de bonnes informations, sur différents thèmes, certains journaux régionaux français relatent les événements qui se déroulent près de chez eux comme dernièrement « l'arrivée de la marche pour la liberté des prisonniers politiques ». Les membres des associations sahraouies qui sont sur le terrain – au Sahara occidental même – font un excellent travail d'information, très dangereux, mais ils sont vraiment les sources sur lesquelles nous pouvons compter. La presse internationale est rarement curieuse de ce qui se passe au Sahara occidental – et préfère casser son encrier que déplaire au pouvoir.

Le rôle des destructions ?

Pourquoi finalement le Maroc a-t-il besoin d'élargir l'espace libre par ses démolitions ? Son plan est ambitieux. Il s'agit d'abord d'éloigner la popula-

tion sahraouie des bords de mer et des espaces proches qui vont devenir des zones d'accueil pour des projets futurs concernant notamment l'énergie éolienne, l'hydrogène vert ou le tourisme. Ce sont notamment ces découvertes dont certaines sont récentes ; qui offrent des débouchés assez intéressants au niveau financier pour que des pays changent leur option politique sur le Sahara occidental et cherchent à booster leur économie en pillant ses richesses ; la France et l'Angleterre sont parmi les derniers à s'être ralliés au Maroc pour ces raisons. Sans oublier les ressources de bases des fruits et légumes, et les énormes richesses halieutiques du pays qui vont probablement échapper à la société sahraouie alors que la Cour de justice de l'Union Européenne vient de décider que le Maroc n'est pas le Sahara Occidental.

Cinq parlementaires suisses se rendent dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf (19-23 janvier 2025)

Cinq parlementaires suisses, à savoir, Christine Badertscher (Les Vert-es), Brigitte Crottaz (PS/Vaud), Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE), Andreas Meier (Le Centre/AG) et Fabian Molina (PS/ZH) se sont rendu-es dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf et alentours. Lucia Tramer, membre du Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, était aussi du voyage. Cette visite organisée par le Comité suisse alémanique de soutien au peuple sahraoui (SUKS) a permis d'appréhender les conditions de vie, les aspirations et les défis rencontrés par le peuple sahraoui. « Accueillis par des responsables sahraouis et algériens lors de notre arrivée à Alger, nous avons visité des infrastructures essentielles et rencontré des représentant.es d'institutions humanitaires, des élu-es et des membres de la société civile. Cette initiative souligne l'importance de maintenir l'attention internationale sur la situation du peuple sahraoui et de soutenir sa quête de justice. »

Conditions de vie et organisation dans les camps de réfugiés

Les camps sahraouis, établis depuis près de 50 ans, témoignent d'une organisation exemplaire malgré des conditions de vie très compliquées, voire particulièrement précaires. L'administration repose sur une structure inspirée de celle du Sahara occidental,



Les parlementaires visitent une école enfantine.

Photo SP

avec des willayas (provinces) et des daïras (communes), permettant une gestion locale efficace. Les services essentiels, notamment en éducation et en santé, sont fournis par des Sahraouis formé-es localement ou à l'étranger, démontrant leur capacité à se gérer de manière autonome.

Aujourd'hui, le chiffre « théorique » du nombre de réfugié-es dans les camps est de 173 000 personnes. Or, il faut relever que les Sahraouis sont discrets à ce sujet, car ils se méfient de ce que l'occupant en ferait, en fonction d'échéances politiques à venir.

Même s'ils sont là depuis longtemps, les réfugiés ne construisent pas forcément des maisons en dur car cela pourrait être interprété comme l'acceptation de rester en exil et de ne pas retourner chez eux. Toutefois, on peut quand même observer un certain nombre de maisons en

ciment ou en d'autres matériaux qui ont été reconstruites, notamment après les fortes pluies et inondations qui se sont abattues dans la région. La population, majoritairement dépendante de l'aide humanitaire internationale, fait preuve d'une solidarité remarquable. Les femmes jouent un rôle central, non seulement dans l'administration, mais aussi dans les initiatives communautaires et éducatives. Cette implication reflète leur engagement à maintenir une société stable et résiliente.

Rencontre avec le responsable du Croissant Rouge Sahraoui (bureau ouvert en 1994)

« La stratégie telle qu'elle est élaborée dans les camps », nous a confié le responsable, « se base sur la solidarité, la participation communautaire et le bon voisinage. »

- Par « solidarité », on entend d'abord celle qui lie la famille et la famille élargie, ce qui fait qu'il n'y a pas de mendicité et que toutes les portes des maisons sont ouvertes, chacun étant prêt à aider son voisin. Les donateurs ont souvent de la peine à croire à cette solidarité et pensent que c'est de l'idéalisme. Souvent, l'image des camps est négative; on pense aux viols, abus d'enfants, présence de trafiquants. Mais les camps sahraouis ne reflètent absolument pas cette image.
- Par « participation communautaire », on entend que tous les services sont gérés par des Sahraouis-es, explique notre hôte. Les Sahraoui-es n'ont pas attendu l'aide humanitaire pour organiser leur société en créant, par exemple, des classes « open air » dès leur installation dans les camps. Ils ont introduit l'alphabétisation obligatoire. Ils ont veillé à avoir des personnes compétentes dans tous les domaines: médecins, ingénieurs ou enseignants. Ce modèle de gouvernance inquiète le Maroc car ce pays a beaucoup de pauvreté et de chômage et il craint la démocratie. La force du peuple sahraoui est sa tolérance. Si des élections avaient lieu aujourd'hui, le peuple sahraoui serait prêt à se réinstaller dans son pays et à fonctionner. Il a une très grande dignité et évite de montrer ses faiblesses.
- Le troisième point stratégique est « le bon voisinage. » Il y a peu de conflits dans les familles et avec les autres familles. Les déplacements sont libres. Dix-neuf ONGs circulent dans les camps et jamais un Sahraoui n'a insulté ou agressé un étranger. Le peuple croit en la collectivité. Ses représentants et représentantes, par exemple, pensent qu'il n'y aura jamais d'établissements médico-sociaux car ils s'occupent de leurs parents et des personnes âgées en les maintenant à domicile.

Enjeux humanitaires et économiques

Près de 80 % des réfugié-es dé-

pendent entièrement de l'aide humanitaire pour l'eau, la nourriture, l'éducation et la santé.

Notre délégation a pu s'entretenir avec la directrice du PAM (Programme Alimentaire Mondial) basée à Alger, Madame Ameline Rumonge. L'institution est présente sur le terrain à Tindouf avec 40 personnes. Le PAM et le HCR (Haut Commissariat pour les Réfugiés) soutiennent les camps sahraouis depuis 1986. Jusqu'à cette date, ils n'étaient soutenus que par l'Algérie.

Le HCR joue le rôle de coordinateur et d'assistance humanitaire dans les camps. Pour sa part, le PAM a pour but d'assurer la sécurité alimentaire qui comprend 3 volets :



Entrée de la Willaya de Boujdour.

Photo SP



Enfants allant à l'école.

Photo SP

- 1) Fournir de la nourriture à une population vulnérable avec des vivres importés qui permet de préparer 173 600 rations par mois soit 25 000 tonnes par an;
- 2) Prévoir une assistance pour les repas dans les cantines scolaires;
- 3) Prévenir la malnutrition chez les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les petits enfants.

Cependant, les rations alimentaires, réduites actuellement de 2100 à 1700 kcl par jour et par personne, posent de graves problèmes de malnutrition. L'anémie chronique chez les femmes

et une certaine prévalence de la maladie coeliaque (environ 1000 personnes) exacerbent ces difficultés alors que plus de la moitié des produits contiennent du gluten. Dans les écoles, il a été constaté de la malnutrition et de la sous-nutrition. Pour tenter d'y remédier, les élèves reçoivent à midi une soupe faite de différentes céréales avec du lait en poudre et également des barres énergétiques.

Les guerres en Ukraine et à Gaza ont diminué les contributions mondiales au PAM car ce dernier a des missions dans tous les coins du monde et la population sahraouie n'est pas prioritaire. Gaza, l'Ukraine, le Soudan, la Somalie, la République démocratique du Congo, le Yémen, autant

de régions où le PAM doit aussi intervenir. La Suisse soutient le PAM à hauteur de 1,5 à 2 millions par an pour Tindouf mais l'année passée, un tiers de la participation suisse a été coupée à cause du conflit à Gaza. La Suisse finance aussi le HCR, lequel alloue une partie de ses dons à Tindouf. L'Espagne donne 4 millions d'euros par an sur des périodes de 3 ans; les autres contributeurs sont l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie, l'Union européenne et le Brésil. Le secteur privé donne des montants allant de 100 000 à 200 000 euros en complément aux participations des États.

Etude de l'ONG OXFAM pour faciliter l'accès à l'eau

Nous avons aussi pu rencontrer

un responsable d'Oxfam à Alger. Celui-ci nous a notamment expliqué qu'en 2019, OXFAM a fait une étude pour l'accès à l'eau de la population sahraouie car 80% de l'eau était apportée par des camions. OXFAM a participé à l'installation de points de collecte d'eau les plus proches pour simplifier ce système. Actuellement, chaque personne reçoit 20 litres d'eau par jour (contre 15 à 16 l. par jour et par personne jusqu'en 2019). Selon les possibilités, OXFAM essaie de livrer des légumes frais en complément aux aliments fournis par le PAM. Avec l'aide d'ONG telles qu'OXFAM et le Croissant Rouge Sahraoui, des projets innovants émergent, comme les jardins en hydroponie et des constructions en briques de terre stabilisées, visant à pallier les contraintes climatiques et économiques. Ces initiatives montrent une volonté constante d'améliorer la qualité de vie malgré des moyens limités. Par exemple, des serres irriguées au goutte-à-goutte et des coopératives agricoles permettent une culture limitée mais efficace, tandis que la formation des jeunes dans la construction de matériaux locaux ouvre des perspectives pour le développement des infrastructures.

Rencontre avec le Ministre de l'éducation

L'éducation est une priorité absolue pour le Front Polisario, avec des écoles allant jusqu'au secondaire dans les camps et des programmes extrascolaires en musique, sport ou culture. Un certain nombre d'étudiant-es sahraoui-es

poursuivent leurs études en Algérie, en Espagne ou à Cuba et reviennent dans les camps pour participer au développement de leur communauté. Toutefois, le manque d'opportunités économiques demeure un défi majeur, particulièrement pour les jeunes diplômé-es. A titre d'exemple, s'ils/elles peuvent étudier en Algérie, il ne leur est pratiquement pas possible de trouver un emploi dans ce pays. A l'occasion d'un échange privilégié avec le Ministre de l'éducation, celui-ci a relevé que notre visite est pour eux très importante, tant sur le plan moral que sur le plan politique. Le peuple sahraoui souhaite rétablir la justice et faire reconnaître ses droits légitimes afin de poser les bases d'une société libre et démocratique. Le Ministre se trouve actuellement face à de nombreux problèmes. La démographie augmente et il faut plus d'écoles, plus de crèches et donc plus de maté-

riel scolaire sans avoir les moyens de l'acheter. C'est un véritable défi.

Conflit et aspirations politiques

Le peuple sahraoui aspire depuis longtemps à l'autodétermination, mais le conflit avec le Maroc est dans l'impasse. La MINURSO, censée superviser le processus de paix, est perçue comme inefficace. Les tensions internationales, aggravées par la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par certains pays, compliquent davantage les efforts diplomatiques. Les jeunes, bien que frustrés par l'inaction de la communauté internationale, conservent l'espoir, grâce à la solidarité qu'ils sentent autour d'eux, et à leur engagement pour la justice et l'égalité. Les femmes, notamment, continuent à jouer un rôle actif dans la préparation d'un avenir démocratique.



Forêt de bambou.

Photo SP



Parlementaires suisses au Conseil national sahraoui: A. Meier, L. Fehlmann-Rielle, B. Crottaz et C. Badertscher.

Photo SP

Ces considérations se reflètent dans les échanges que la délégation a pu avoir avec plusieurs associations sahraouies, à savoir :

L'Union des femmes sahraouies est très concernée par le rôle de la femme dans les camps. L'objectif du Front Polisario vise à ce que la participation des femmes dans la société sahraouie soit réelle dans tous les domaines.

L'Association sahraouie de la jeunesse se dit clairement mécontente de la situation. La nature des Sahraouis et Sahraouies est de chercher la paix mais leur patience a des limites. En 30 ans, aucune avancée n'a pu se faire et la jeunesse sahraouie veut que l'on transmette son point de vue

sur la situation. Elle exige l'auto-détermination du peuple sahraoui tout comme l'Union des Etudiants et Etudiantes sahraoui.es.

L'Association des victimes de mines a pour but de prendre soin des victimes car le Sahara occidental est encore très touché par la dangerosité des mines, surtout concentrées le long du mur de 2700 km séparant les territoires occupés et libres. On estime qu'il y a actuellement 7 millions de mines dans le territoire et les accidents sont trop fréquents.

L'association essaie d'intégrer les victimes dans la société et de les rendre indépendant-es grâce à une aide médicale, psychologique et sociale mise en place avec le soutien du CICR.

Les messages des Représentants et Représentantes du peuple sahraoui

Lors de nos échanges, les représentant.es sahraoui-es ont mis en avant l'importance de la solidarité. Ils appellent à une action plus résolue de la communauté internationale pour mettre fin à leur situation de réfugié-es et faciliter un règlement juste du conflit. Leur message est clair : la survie de leur peuple et la préservation de leur dignité dépendent de l'engagement continu des partenaires internationaux. Les jeunes et les femmes, en particulier, ont exprimé leur détermination à jouer un rôle actif dans la construction d'une société indépendante et démocratique. Malgré les défis, ils et elles restent convaincu-es de la

légitimité de leur cause et de la nécessité de poursuivre leur lutte pacifique pour l'autodétermination.

Position officielle de la Suisse

La Suisse a présidé à deux reprises le Conseil de Sécurité de l'ONU en 2023 et 2024. Au dernier jour de la deuxième présidence, elle a fait voter l'assemblée concernant la résolution annuelle pour la prolongation de la MINURSO. Le Sahara Occidental tout comme la Palestine, selon l'ONU, est un « territoire non-autonome » qui n'a pas encore pu décider de son avenir. Le Front Polisario n'a pas de siège à l'ONU et il n'est pas reconnu par la Suisse. L'ambassadeur de Suisse en Algérie n'a pas

de mandat pour négocier avec eux bien que le Front Polisario ait signé les Conventions de Genève. La Suisse n'a jamais changé sa position et estime qu'une solution équilibrée doit être trouvée dans le respect du droit international mais dans le cadre des instances onusiennes. Le Maroc est un partenaire important de la Suisse et, de ce fait, il n'y a pas d'entreprises suisses prêtes à intervenir au Sahara Occidental afin de préserver leur marché marocain.

Visite au Parlement sahraoui

Le peuple sahraoui souhaite un processus de libération nationale et se prépare à la démocratie avec la participation de la population. Son parlement est composé de

41% de femmes. Le Parlement s'occupe aussi de la surveillance du gouvernement pour qu'il réalise le programme qui a été décidé.

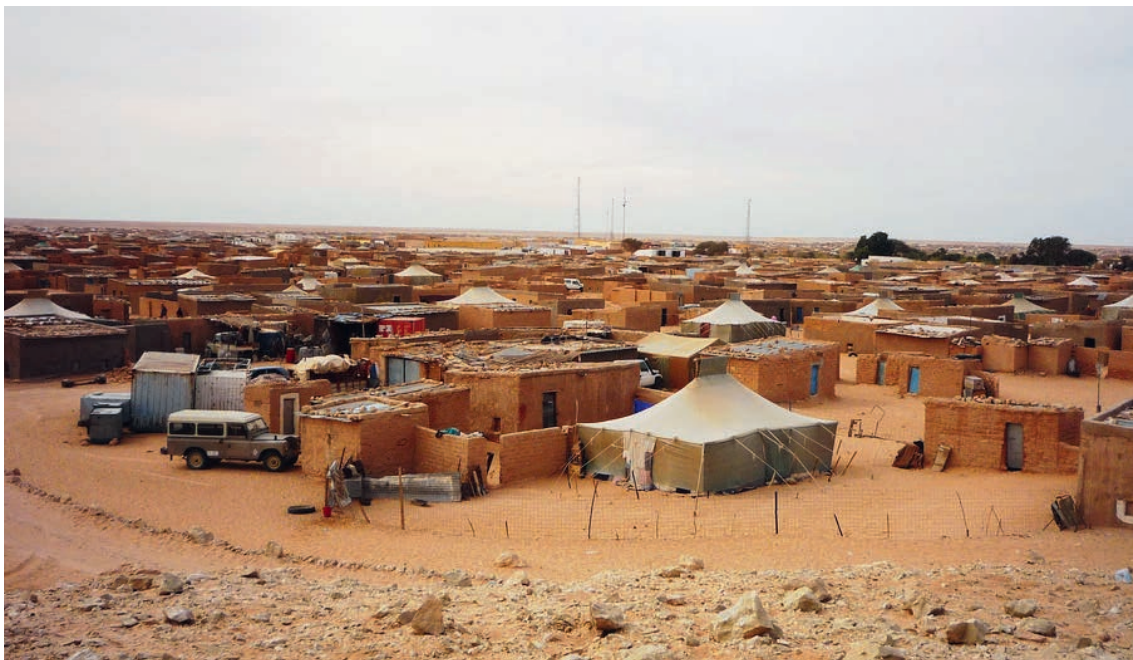
Parallèlement aux actions internes, le Parlement est également actif dans des processus de diplomatie parlementaire. Il est, par exemple, membre du Parlement panafricain qui a son siège en Afrique du Sud.

La délégation suisse a pu se rendre dans la salle du Parlement où siégeaient les députés et où Fabian Molina, le chef de délégation, s'est exprimé. Il a notamment relevé notre admiration pour la détermination et



Le parlementaire F. Molina reçu avec O. Bouchraya par H. Salama, président du Conseil national sahraoui.

Photo SP



Tindouf, camp de réfugiés.

Photo SP

l'organisation du peuple sahraoui que nous avons pu constater au cours de cette visite. Il a rappelé que la diplomatie parlementaire est là pour compléter la diplomatie entre les pays et a également mentionné le rôle important joué par la Suisse lorsqu'elle était présidente du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'elle a réussi à prolonger l'action de la MINURSO.

Visite du Premier Ministre Sahraoui dans notre maison d'hôte de Boujdour

A l'occasion d'un repas pris en sa compagnie, le Premier Ministre a pu évoquer avec nous la situation géopolitique et la politique du Front Polisario. Il a notamment exprimé sa grande préoccupation et son amertume face aux pays, dont la France et l'Espagne, qui soutiennent la position du Maroc.

Il a rappelé à juste titre que les pays européens qui se prévalent des principes du droit humanitaire et du droit international doivent l'appliquer de manière conséquente à l'égard du Sahara Occidental aussi.

Des liens à entretenir

Cette visite, très enrichissante et motivante a permis de mieux comprendre la dignité, la résilience et l'organisation du peuple sahraoui face à des conditions de vie extrêmement difficiles. Sa capacité à promouvoir l'éducation, à renforcer l'autonomie de la population et à préparer un avenir indépendant est exemplaire.

Pour la délégation suisse, il est indispensable de continuer à soutenir cette cause, à travers l'aide humanitaire et la diplomatie, mais aussi à pousser la Suisse à

faire pression sur le Maroc pour qu'il cesse sa répression contre le peuple sahraoui. En tant que dépositaires des Conventions de Genève, la Suisse devrait davantage s'engager du côté du droit humanitaire dans ce conflit.

Le groupe parlementaire va poursuivre un dialogue constructif avec le Front Polisario. Le peuple sahraoui a besoin de sa solidarité. 50 ans d'exil n'effacent pas l'espoir de trouver une solution juste et durable dans la région.

Pour terminer, nous tenons à remercier chaleureusement Monsieur Pierre-Yves Fux, Ambassadeur de Suisse en Algérie et son équipe, pour son accueil et les précieuses informations qu'il a partagé avec nous.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES – 8 MARS 2025: ENTRE TINDOUF ET VEEY, UNE BELLE SORORITÉ INTERNATIONALE

Dans les camps sahraouis

La sixième action internationale de la Marche Mondiale des Femmes s'est ouverte le 8 mars de cette année dans les camps de réfugié-es sahraoui-es, dans la région de Tindouf. Une grande première pour les femmes sahraouies qui recevaient dans leur havre provisoire algérien (de bientôt 50 ans) des sœurs venues de Chine, du Venezuela, de Tanzanie, du Kenya, d'Afrique du Sud, de Cuba, de Turquie, d'Algérie et de Tunisie. Dans cette situation, l'intersection était évidente entre les droits des femmes, la résistance à l'occupation-colonisation et la solidarité.

Ce jour là, au siège de l'Union nationale des femmes sahraouies, la coordinatrice du Secrétariat international de la Marche Mondiale des Femmes, Yildiz Temürturkan, a insisté notamment sur la lutte des femmes partout dans le monde pour construire une solidarité internationale. Au coeur de cette action, la fin des occupations au Sahara Occidental et en Palestine dont le mot d'ordre est «nous marchons contre les guerres et le capitalisme, nous défendons la souveraineté de la planète et le bien-vivre»



Vevey, le 8 mars 2025.

Photo SP

A Vevey

Ce jour-là, c'est à Vevey, nouveau lieu d'ancrage de «La Marche Mondiale des femmes» en Suisse, après Neuchâtel où elle a été lancée par Marianne Ebel, que des femmes se sont réunies. Un large public heureux, très divers quant à la provenance et à l'âge (de quelques mois à plus de 80 ans) a inauguré ce nouveau lieu d'où sortiront de nouvelles propositions d'actions. Dans un mi-plein-air/mi-lieu fermé, en ce

8 mars un peu frisquet, une très agréable surprise nous attendait: une visioconférence a permis la rencontre entre la Marche Mondiale des Femmes à Vevey et celle de Tindouf et leurs hôtes. La journée a ainsi été propice à échanger des nouvelles, chanter ensemble, et mettre en place de nouvelles actions.

Comité de rédaction

Christiane Perregaux, Keltoum Irbah, Myriam Perregaux et Françoise Buchet. La mise en page est réalisée par Thierry Solignac et l'impression par Baillod Imprimeurs S.A. Bevaix.

MARCHE POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI

**D'Ivry près de Paris à la prison de Kénitra AU MAROC:
3000 KM POUR LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ**



Mobilisation pour la marche.

Photo Marie-Pierre Dieterle

et d'autres Sahraouis ont été violemment arrêtés. Ils ont subi plusieurs procès où leurs droits à se défendre n'ont pas été reconnus. Toujours emprisonnés, ils vivent des conditions d'incarcération très précaires. Naâma, par exemple, n'a plus vu sa femme depuis de nombreuses années ; il est condamné à 30 ans de prison.

Cette marche est à la fois une action publique et internationale pour faire connaître les pratiques marocaines envers les prisonniers politiques qu'il détient. Des prisonniers qui n'ont jamais été visité par le CICR, le Maroc ne laissant pas entrer cette organisation

Accompagnée de participant-es solidaires, Claude Mangin, épouse du prisonnier politique Naâma Asfari, est partie pour une marche de 2 mois à travers la France et l'Espagne pour ensuite se rendre au Maroc. L'objectif est Kénitra, la prison où le mari de Claude et d'autres Sahraouis sont emprisonnés depuis près de 15 ans. Nous en avons déjà parlé dans ce bulletin. Leur « crime » : avoir notamment participé à une large action de la population sahraouie qui voulait s'installer hors de la ville d'El Ayoun pour fuir l'occupation marocaine et reprendre en main sa vie, son organisation sociale et politique. Naâma Asfari, le mari de Claude Mangin



Claude Mangin pendant la marche.

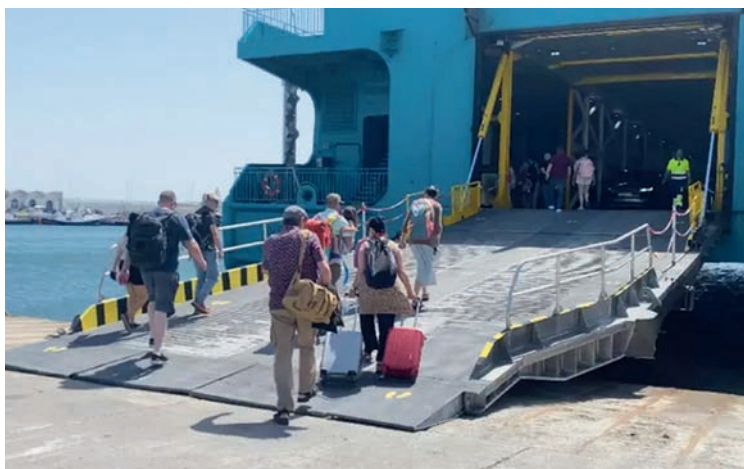
Photo SP

reconnue dans ses prisons. Autre exemple contraire au droit international humanitaire : depuis plus de huit ans, le Maroc n'a jamais voulu que le Haut Commissaire des Droits de l'Homme de l'ONU vienne au Maroc pour notamment rencontrer ces prisonniers.

Des pratiques condamnables de « laisser-faire » des institutions onusiennes

En 2016, le Comité contre la Torture de l'ONU condamne le Maroc pour faits de torture sur Naâma Asfari. En représailles, Claude Mangin a l'interdiction du Maroc de rendre visite à son époux. En 2023, l'ONU exige la libération des prisonniers sahraouis en détention arbitraire au Maroc. Le Maroc ne bouge pas. Les prisonniers sont toujours prisonniers. Les organisations internationales peuvent-elles ainsi accepter le rejet de leurs règles par un pays que certains vont nommer juste après Président du Conseil des Droits de l'Homme pour l'année 2024 ?

Le but de cette Marche de plus de deux mois de mobilisation est d'enfin obliger le Maroc de se conformer aux décisions de l'ONU



La Marche de la liberté se dirige vers le Maroc pour exiger la libération des détenus politiques sahraouis.
Photo Sahara Press Service (SPS)

sur le droit de visite de Claude et sur la libération des prisonniers en détention arbitraire.

Enfin Algésiras – bientôt le Maroc

Le 31 mai, le bateau de ligne va conduire à Kénitra au Maroc le groupe d'une dizaine de personnes dont le but est de rencontrer les prisonniers politiques sahraouis et principalement Naâma Asfari. Le balancement de la mer et les pulsions des coeurs en espérance donne à cette étape du voyage une grande intensité.

Tanger – interdiction de descendre du bateau – interdiction de se rendre à Kénitra

La situation est-elle si grave pour que le Maroc ferme ses frontières entre l'Espagne et le Maroc à ces porteurs et porteuses de paix et de justice ? Ce qui semble clair est que le Maroc n'est pas prêt à respecter le droit international humanitaire. Le sera-t-il un jour ? Les Conventions de Genève, dont il est signataire, ne semble pas le concerner.

La Marche pour la liberté, (avril-mai-début juin) c'est un parcours de 3000 km (à pied, en vélo, en voiture, en transports en commun) ponctué d'étapes en France et en Espagne, pendant lesquelles des événements ont été organisés : tables rondes, conférences, rencontres avec les élus, cinéma, expositions, ateliers créatifs pour envoyer des courriers aux prisonniers, match de foot des équipes de la diaspora sahraouie, etc. C'est aussi, dans plusieurs villes françaises des confrontations avec des groupes marocains qui veulent jeter le discrédit sur cette marche et sur les prisonniers sahraouis. En Espagne, la marche est accompagnée par la solidarité espagnole avec le peuple sahraoui et la diaspora sahraouie. Bien que le gouvernement ait basculé du côté du Maroc pour des raisons économiques, le peuple espagnol est très majoritairement acquis à la cause sahraouie et reconnaît les erreurs de son gouvernement qui ont conduit à la partition du territoire sahraoui.



Bel été solidaire avec le peuple sahraoui.

Photo SP

ADRESSES DE CONTACT

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui

Christiane Perregaux – Vauroux 2 – 2022 Bevaix – Tél. 032 846 14 89

Internet www.arso.org

Françoise Buchet – Côte 6 – 2000 Neuchâtel – Tél. 032 853 50 80

Gilles Boss – Rue du Môle 39 – 1400 Yverdon-les-Bains

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern